N° 04 | Novembre 2003

Conjoncturis

Notes de conjoncture géopolitique et de prospective

CIBLE

Le débat politique 3

FOCUS

Côte d'Ivoire: quel avenir immédiat? 6

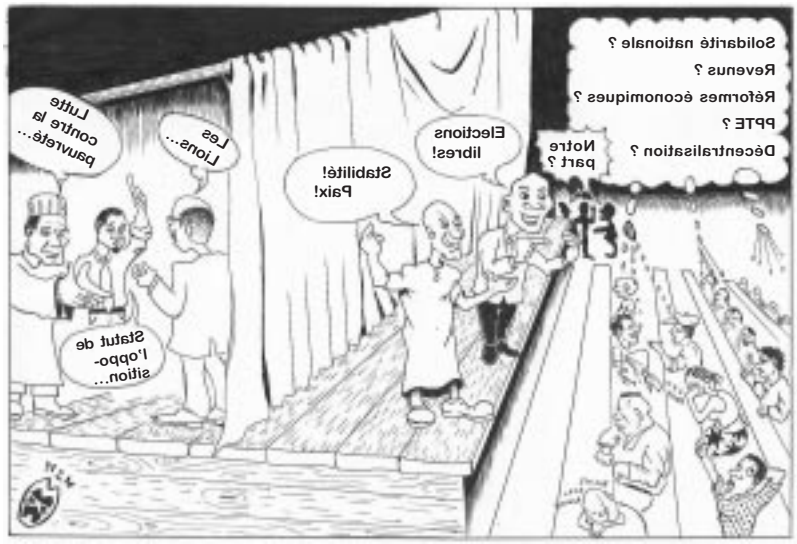
Première année budgétaire civile: quelle évaluation dix mois après? 7

LIGNES D'HORIZON

Une réforme du code de la nationalité camerounais est-elle opportune? 7

REGARDS

Sport: Le Cameroun peut faire mieux si... 8



CONTEXTE

Moderniser le débat politique : un impératif catégorique !

A l'approche du scrutin présidentiel camerounais prévu officiellement en octobre 2004, une certaine agitation prévaut tant dans les milieux concurrents de la classe politique que dans différents secteurs et segments de l'opinion publique. **L'agenda politique** est essen-tiellement défini autour de la question de savoir qui sera au pouvoir après l'élection présidentielle d'octobre 2004, si il y aura ou pas alternance.

L'échange politique camerounais se caractérise par une pauvreté criarde du débat sur les grandes questions de la vie sociale et nationale. **Un tel contexte est propice à la prolifération du carriérisme, du clientélisme et de l'affairisme comme manifestations d'un conformisme et d'un opportunisme généralisés.** Le débat politique ne s'appesantit pas sur les questions fondamentales et cruciales concernant les préoccupations citoyennes et communes.

Dans **un débat politique peu structuré**, l'échange entre les acteurs s'opère essentiellement à travers des intrigues de pouvoir ou à travers la coercition contre les concurrents ainsi que par la corruption et le patronnage. Et c'est dans cette perspective clientéliste ou carriériste qu'il faut apprécier des menées comme les revendications communautaristes des promoteurs du « mémorandum du Grand Nord » ou les insinuations paradoxalement régionalistes de telle éminence de l'Eglise sur la tribalisation de l'Etat auxquelles viennent répondre la langue de bois typique de tel porte parole gouvernemental, qui relèvent de la même logique conformiste.

Le livre blanc des modernistes du RDPC, en circulation depuis janvier 2003, tente une avancée en matière d'innovation dans la discussion politique, en appelant à la modernisation du débat et de la pratique politiques au Cameroun dans les milieux pro-gouvernementaux et mise sur la crédibilité propre des modernistes qui s'estiment fidèles aux orientations du Renouveau. La coalition d'opposition constituée autour du SDF, de l'UDC, de MDP, du MLDC et de l'UPR rassemblés dans la plate-forme dite de l'Union des Forces Progressistes a publié au début de novembre 2003, un programme qui tente aussi d'éclaircir le débat mais qui fait preuve de peu d'originalité au point de susciter la critique du MANIDEM qui en dénonce le conformisme surtout en matière de privatisation ainsi que les préoccupations essentiellement électoralistes et pouvoiristes.

La pauvreté récurrente du débat sur les orientations politiques et sur les options de politique favorise la ritualisation et la folklorisation de la vie sociopolitique. Le débat politique reste largement incolore, inodore, sans saveur, sans pour autant avoir la limpidité de la bonne eau !

La modernisation du débat politique est une exigence indispensable et incontournable au Cameroun. Et pour que cela devienne chose concrète, un débat approfondi et élargi sur des questions cruciales de politique institutionnelle (décentralisation, régionalisation), mise en place du sénat et du conseil constitutionnel et cadre de la bonne gouvernance de politique économique (pertinence des réformes économiques et financières liées à l'initiative PPTE, moyens d'une croissance soutenue et redistribuée allant au-delà du thème rabâché de la lutte contre la pauvreté, politique sélective de privatisation et stratégie de post-ajustement) ou de politique étrangère (concertations pour une doctrine commune de l'engagement international au Cameroun, convergences pour un rayonnement sous-régional du Cameroun).

Seule une telle évolution est susceptible de moderniser la communication politique et **d'éviter que le débat mal formé et mal formulé mène vers la violence généralisée comme fausse rupture.**■

FPAE — Fondation Paul ANGO ELA de géopolitique en Afrique Centrale
B.P.: 164 Yaoundé Cameroun Tél.: (237) 223.39.01, 222.31.49 E-mail: fpae@yahoo.com, Site: www.fpae.org